



KINGDOM OF BELGIUM
Minister of Development Cooperation

Your contact person:
Name: Laura Cogels
Tel: 02 501 47 64
E-mail: Laura.Cogels@diplobel.fed.be

CONVENTION

ENTRE

L'État belge, représenté par Madame Meryame Kitir, Ministre de la Coopération au Développement et Chargée des grandes villes, agissant par l'intermédiaire du Service Public Fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, sis rue des Petits-Carmes 15, à 1000 Bruxelles,

LE DONATEUR,

d'une part,

ET

Amel Association International représenté par Docteur Kamel Mohanna, Président, Immeuble Amel, rue Daoud Abou Chakra, Moussaitbeh, Beyrouth Liban.

LE BÉNÉFICIAIRE,

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'utilisation de la subvention de 927.942,91 EUR (neuf cent vingt-sept mille neuf cent quarante-deux euros et nonante-et-un centimes) octroyée au Bénéficiaire pour son projet «*Développement d'espaces sécurisés de prévention et de gestion de cas de violences*»



basées sur le genre au Liban», tel que décrit dans le dossier technique et financier en annexe.

Le projet a une durée de 24 mois, à partir du 1^{er} janvier 2021, jusqu'au 31 décembre 2022. Le Bénéficiaire informera le Donateur si le projet devait commencer à une date ultérieure de celle qui est prévue dans cette convention.

Une extension sans coût supplémentaire ou changement dans le programme peut être autorisée par le Donateur, à condition qu'une motivation raisonnable soit donnée et que l'objectif global soit maintenu. La demande et l'accord seront produits via un échanges de lettres. La lettre et la réponse constitueront une clause additionnelle à la présente convention.

ARTICLE 2 :

L'objectif général du projet est d'engager les filles, les femmes et les membres de la communauté dans le développement de lieux et mécanismes résilients de protection permettant de réduire la violence basée sur le genre au Liban.

Plus spécifiquement, le projet vise à « Contribuer à diminuer les différentes formes de violence basée sur le genre, particulièrement aigue avec la pandémie COVID-19 et ses conséquences, en mettant en place, dans au moins 5 centres et lieux protégés, situés dans les régions de la Bekaa, de Beyrouth, du Mont Liban et du Sud Liban, un support holistique incluant la mise en place d'un soutien psychologique et psychosocial, des actions de sensibilisation avec la communauté, le développement de méthodologies innovantes ainsi que des initiatives engageant les autorités locales dans la lutte contre la violence basée sur le genre».

ARTICLE 3 :

3.1.

La contribution belge dont question à l'article 1^{er} permettra le financement des dépenses et activités dans les limites du budget estimé à 927.942,91 EUR (neuf cent vingt-sept mille neuf cent quarante-deux euros et nonante-et-un centimes) repris dans le dossier complet fourni en annexe.

3.2.

Si la bonne exécution du programme le requiert, le partenaire peut déplacer au maximum 15 pourcent du subside entre les rubriques budgétaires générales sans en faire la demande à l'administration.

Toute modification supérieure à 15 pourcent du subside total devra obtenir l'accord du Donateur, et le Bénéficiaire devra soumettre une requête écrite de modification budgétaire justifiant, de manière détaillée, les raisons de cette demande.



ARTICLE 4 :

4.1.

Le paiement de ce subside s'effectuera par le versement d'une tranche au compte numéro LB70 0001 0201 EUR1 5150 0825 6503 ouvert au nom de Lebanese Association for Popular Action (AMEL), auprès de la banque Fransabank, Tayyar Bldg., Facing Moawad Junctions, Ghobeiri Blvd., Chiyah, Liban (BIC : FSABLBBX) avec comme communication de paiement : Projet GBV Belgique.

Le subside sera payé en une tranche de 927.942,91 EUR qui sera mise en paiement après réception de la demande de créance par le Donateur.

Maximum 3 mois après le début du projet, le bénéficiaire remettra au donateur une Baseline répondant aux critères de qualité permettant une évaluation finale mesurable, en accord avec ceux mentionnés dans la note stratégique de la DGD sur les Résultats de développement.

Le bénéficiaire remettra un court rapport narratif d'activités au donateur tous les 6 mois après démarrage du projet afin d'informer le donateur de l'avancement du projet.

En fin de projet, Bénéficiaire transmettra au Donateur un rapport final narratif et un rapport financier du projet, de l'état des comptes des pièces justificatives de l'utilisation de l'ensemble du subside.

4.2.

Un acte déclaratif original de créance du Bénéficiaire envers le Donateur, daté et signé par les représentants officiels de l'organisation, doit être fourni par le Bénéficiaire, avec une référence à la présente convention et reprenant les éléments suivants :

« DECLARATION DE CREANCE :

Le soussigné Docteur Kamel Mohanna, Président de Amel Association International, déclare que l'Etat belge est débiteur envers l'organisation susmentionnée d'un montant de 927.942,91 EURO (neuf cent vingt-sept mille neuf cent quarante-deux euros et nonante-et-un centimes), octroyé à titre de subside en vue de la mise en œuvre du projet «Développement d'espaces sécurisés de prévention et de gestion de cas de violences basées sur le genre au Liban». Cette somme est à verser sur le numéro de compte LB70 0001 0201 EUR1 5150 0825 6503 de la banque Fransabank, Tayyar Bldg., Facing Moawad Junctions, Ghobeiri Blvd., Chiyah, Liban».

Un rapport narratif et un rapport financier final (incluant les dépenses de l'ensemble du subside) sera produit par le bénéficiaire avant le 30 juin 2023.

4.3

Lorsque le Donateur aura approuvé le rapport final narratif et financier (y compris les pièces justificatives du subside), le projet sera considéré comme définitivement clôturé.



ARTICLE 5 :

Tout solde non dépensé du subside qui subsiste après la clôture financière du projet sera récupéré par l'Etat belge.

ARTICLE 6 :

Le rapport financier est un acte financier certifié relatif à l'équilibre des dépenses, et reprenant la liste des coûts et frais déjà survenus. Le donateur peut requérir à juste titre des éléments complémentaires.

Les comptes et récépissés originaux seront tenus à la disposition du Donateur au moins pendant 5 (cinq) années après la fin du projet. Des copies certifiées conformes (sur support numérique tel que CD-Rom ou clé USB) doivent être fournies au Donateur à des fins de contrôle.

Le Bénéficiaire s'engage à transmettre au Donateur une copie des rapports d'audit relatifs aux années couvertes par la présente convention.

Le Donateur peut lui-même entreprendre ou demander au Bénéficiaire une évaluation et/ou un audit externe pour évaluer le programme.

Durant la période d'exécution de cette convention, le Bénéficiaire autorisera les représentants du Donateur à vérifier et évaluer la mise en application du projet, en ce compris les comptes et récépissés originaux et les factures dans les locaux du bénéficiaires, à condition qu'un préavis de visite soit fournis dans un délai raisonnable.

ARTICLE 7 :

Élection de domicile est faite aux adresses reprises en tête de la présente convention. Toute correspondance ou tout renseignement concernant cette convention est à envoyer à ces adresses, utilisant systématiquement la référence « Transition-BE-COVID&GBV- Liban – Amel »

ARTICLE 8 :

Le Bénéficiaire informera immédiatement le Donateur de la survenance d'un cas de force majeure ou de toute autre circonstance rendant impossible la poursuite de son projet, notamment pour des raisons de sécurité ou d'éthique.

Les deux parties se concerteront au préalable pour décider des mesures de suspension et d'arrêt de cette intervention qui devraient éventuellement être prises.

Le Bénéficiaire prendra toutes les précautions nécessaires pour sauvegarder les intérêts des parties contractantes.



ARTICLE 10 : ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente convention entre en vigueur le jour de sa notification par le Donateur.

Fait à Beyrouth, le 22.12.2020

en double exemplaires, chacun ayant valeur d'original, dont un a été transmis à chacune des parties.

Pour le Donateur,

Pour le Bénéficiaire



Meryame KITIR
Ministre de la Coopération au
Développement, chargée des Grandes
villes



Docteur Kamel Mohanna,
Président Amel Association
International

